

Les travailleurs Immigrés « sans-papiers » : des esclaves modernes.

Comme l'ont montré les luttes victorieuses engagées par les "sans papiers" (Modeluxe, Métalcouleur, la Cooperl, Paris Store, Buffalo Grill...), dans la dernière période pour leur régularisation, ces hommes et ces femmes sont la plupart du temps des travailleurs avec feuille de paye et déclaration d'impôt en bonne et due forme.

Pour un retour sur investissement maximum, le patronat puise abondamment dans cette main d'œuvre qu'il sait taillable et corvéable à merci, flexible à souhait.

Aujourd'hui Sarkozy et le gouvernement, au lieu de répondre à la juste exigence de donner des papiers à ces hommes et ces femmes qui vivent ici et qui travaillent en France, ont décidé d'intensifier la répression à leur encontre.

Avant les élections présidentielles et législatives, et tout de suite après, les mêmes avaient fait voter une nouvelle loi qui tend à limiter par tous les moyens la possibilité pour les étrangers qui vivent en France et qui y travaillent, d'avoir, comme tout un chacun, la possibilité d'être avec leur famille.

Parallèlement, Sarkozy court le Sénégal, le Mali... pour essayer de vendre sa politique "d'immigration choisie", véritable entreprise de pillage des compétences. En cherchant à débaucher les hommes et les femmes parmi les plus instruits de ces pays, la France va encore contribuer à les appauvrir davantage. Véritable comportement de prédateurs !

Les luttes qui se développent aujourd'hui, que ce soit à Lille ou à Massy à l'Eglise St Paul pour exiger de l'Etat français qu'il régularise, comme l'ont fait l'Espagne, l'Italie ou l'Allemagne... sont des actes de résistance légitime à cette politique qui ne connaît que les quotas, les rafles et les expulsions musclées.

Les "sans papiers" ne sont ni des criminels, ni des profiteurs. Ils ne sont pas dangereux, mais aujourd'hui ils sont en danger !

**La bataille de la CGT, c'est l'égalité des droits pour tous,
les salariés hommes et femmes, Français et étrangers.**

Remettre en cause les droits fondamentaux des étrangers, leur dénier le droit d'exister individuellement et socialement alors que bien souvent ils travaillent, c'est remettre en cause les droits de tous.

Pour la CGT, il faut régulariser les "sans papiers".